

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 10. April 1992

NATIONALRAT

Fachdienst I

Kommission für Rechtsfragen

PROTOKOLL

der Sitzung vom 6. April 1992,
09.30 - 12.35 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TEILNEHMER

Präsidium: Engler

Anwesende Mitglieder:

Berger, Bühlmann, Cincera (ersetzt Allenspach),
Comby, de Dardel, Ducret, von Felten, Frey Claude,
Gardiol (ersetzt Frau Bär), Grendelmeier, Heberlein,
Iten Joseph, Nabholz, Rechsteiner, Ruf (ersetzt
Borradori), Sandoz, Scherrer Jürg, Stamm Judith,
Stamm Luzi, Tschäppät Alexander, Vetterli

Entschuldigt: Herczog, Leuenberger Moritz,
Reimann Maximilian

Weitere Teilnehmer:

Bundespräsident R. Felber, Vorsteher EDA
R. Schaller, Generalsekretär EDA
Botschafter M. Krafft, Direktor DV, EDA
Frau E. Schläppi, DV, EDA
Prof. L. Krauskopf, stv. Direktor BJ, EJPD
M. Stamm, BJ, EJPD

Kommissionssekretariat: B. Gadiant

Protokoll: I. Stauffer (d), R. Kuonen (f)



TAGESORDNUNG

1. Rassismus
 - 11 92.029 n Rassendiskriminierung. StGB/MStG
 - 12 89.204 Initiative des Kantons Genf. Bekämpfung fremdenfeindlicher und rassistischer Kundgebungen
 - 13 Petitionen
 - 89-30 SOS-Racisme. Gesetzlicher Schutz gegen den Rassismus
 - 90-9 SOS-Asile Vaud. Strafnorm gegen den Rassismus
 - 92-6 SAJV. Gib dem Rassismus keine Chance
2. 91.423 n Pa.Iv. Vorkaufsrecht für Mieter (Rechsteiner). Genehmigung des Berichtsentwurfs
3. Petitionen
 - 31 92.2000 Verein Schweizer Hanf Freunde/innen. Amnestiebegehren für Haschischhändler/innen
 - 32 92-1 Wälchli Philipp. Modernisierung gewisser zivilrechtlicher Bestimmungen
4. Verschiedenes

ORDRE DU JOUR

1. Racisme
 - 11 92.029 n Discrimination raciale. CP/CPM
 - 12 89.204 Initiative du canton de Genève. Repression des manifestations xénophobes, raciales et antisémites
 - 13 Pétitions
 - 89-30 SOS-Racisme. Protection légale contre le racisme
 - 90-9 SOS-Asile Vaud. Norme pénale réprimant le racisme
2. 91.423 n Iv.pa. Droit de préemption des locataires (Rechsteiner). Approbation du projet de rapport
3. Pétitions
 - 31 92.2000 Association des amies et des amis du chanvre. Demande d'amnistie pour les trafiquantes et les trafiquants de haschisch
 - 32 92-1 Wälchli Philipp. Modernisation de dispositions du droit civil
4. Divers

1. Rassismus/Racisme

11 92.029 n Rassendiskriminierung. StGB/MStG/Discrimination raciale. CP et CPM

M. Felber, président de la Confédération:

J'ai l'honneur de vous présenter le message du Conseil fédéral concernant la discrimination raciale qui a été adopté le 2 mars de cette année. Vous savez certainement que le Conseil fédéral avait annoncé à plusieurs reprises son intention de soumettre un message à ce sujet aux Chambres fédérales, après que la procédure de consultation au sujet de l'adhésion à la convention et de la révision du code pénal eut donné des résultats en grande majorité positifs.

Le présent message vous propose l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi qu'une révision y relative du droit pénal suisse. Si je vous présente ce message du Conseil fédéral en tant que Chef du DFAE, c'est pour souligner l'importance que notre politique étrangère attache à l'adhésion de la Suisse à la Convention contre la discrimination raciale. La présente convention complète, dans un domaine important, les Pactes relatifs aux droits de l'homme, qui ont été approuvés par les Chambres fédérales l'année dernière et qui seront ratifiés prochainement, le délai référendaire ayant expiré fin mars. La Convention contre la discrimination raciale est une des conventions les plus largement acceptées sur le plan universel; depuis son adoption en 1965, elle a été ratifiée par 129 Etats. L'adhésion de la Suisse exprimerait notre solidarité envers la communauté des Etats qui luttent contre la violation d'un droit de l'homme aussi essentiel que l'interdiction de la discrimination raciale. L'adhésion de la Suisse s'inscrit ainsi dans le cadre de notre politique en faveur des droits de l'homme.

Ces derniers temps ont montré que l'objectif poursuivi par la Convention contre la discrimination raciale de 1965 a gardé toute son actualité. Les actes de violence raciste en Suisse et en Europe occidentale en général ainsi que les manifestations d'une certaine xénophobie dans une partie de la population ont renforcé le Conseil fédéral dans sa conviction que le moment était venu pour la Suisse d'adhérer à la convention et de prendre les mesures d'exécution nécessaires.

La présente convention interdit la discrimination raciale et oblige les Etats parties à prendre des mesures destinées à combattre et à prévenir la discrimination raciale. Elle se base sur une interprétation large du terme de "race": Elle vise à abolir les distinctions fondées non seulement sur des caractéristiques physiques, mais aussi sur l'ascendance ou l'origine ethnique et nationale. Dans ce sens large, la race est un groupe d'êtres humains qui, en raison de caractères héréditaires et immuables, se considère lui-même ou est considéré comme différent des autres groupes. Cependant, la convention autorise expressément les Etats à opérer des distinctions entre leurs ressortissants et les étrangers. Seules sont condamnées les

discriminations qui reposent uniquement sur la différence de race et qui ne se fondent sur aucune raison objective.

L'article 4 de la convention exige, en particulier, que certains actes soient réprimés par des dispositions pénales. C'est pourquoi le Conseil fédéral propose d'introduire dans le code pénal et dans le code pénal militaire une nouvelle disposition qui rendra désormais punissables certains actes racistes commis publiquement. Toute personne qui incite à la haine raciale, qui propage des idéologies visant à rabaisser ou à calomnier de façon systématique les membres d'une race ou d'un groupe ethnique ou religieux ainsi que celui qui organise des actions de propagande dans ce sens, seront punis de l'emprisonnement ou de l'amende. En outre, seront punies les personnes qui portent publiquement atteinte à la dignité humaine d'une personne ou d'un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique et religieuse, ou qui déshonorent la mémoire d'un défunt pour la même raison. Enfin, celui qui refuse à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse, un bien ou un service offert publiquement sera également punissable. Le Conseil fédéral espère que cette révision du code pénal aura un effet de prévention générale. M. Krauskopf, Directeur suppléant de l'Office de la justice du DFJP et Professeur à l'Université de Fribourg, compétent pour ce qui est des aspects pénaux du dossier, vous donnera toutes les explications nécessaires à ce sujet.

Le Conseil fédéral est cependant conscient du fait que des dispositions pénales ne suffisent pas à elles seules à prévenir la xénophobie et la discrimination raciale. Comme cela ressort de la convention, des mesures sont nécessaires avant tout dans les domaines de l'éducation et de la culture, afin de favoriser la compréhension entre les différents groupes de la population. A cet égard, la Confédération, les cantons - qui sont avant tout compétents en la matière - et les milieux privés ont déjà entrepris beaucoup, mais il reste encore du travail. Le Conseil fédéral, de son côté, a l'intention de charger une commission extraparlamentaire de le conseiller dans ce domaine et de lui proposer des mesures concrètes de lutte contre la discrimination raciale. Le Conseil fédéral examinera encore les modalités d'une telle commission et, en particulier, la possibilité d'élargir le mandat et la composition d'une commission déjà existante et active dans un domaine voisin, comme par exemple la Commission fédérale pour les problèmes des étrangers.

Comme mécanisme international de contrôle, la convention a institué le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Celui-ci est chargé d'examiner les rapports

que les Etats parties doivent présenter tous les deux ans. Ces rapports doivent contenir des informations sur les mesures d'ordre législatif, administratif ou autre que les Etats parties ont prises pour donner effet aux dispositions de la convention. Outre ce système de rapports étatiques, qui est obligatoire, la convention prévoit un mécanisme facultatif de plainte individuelle. Selon cette procédure, le Comité peut recevoir et examiner des communications de personnes privées qui se plaignent d'être victimes d'une violation d'un droit énoncé dans la convention. Le Comité n'a pourtant pas la compétence de décider qu'un Etat partie a violé la convention, comme c'est le cas des organes de la Convention européenne des droits de l'homme. Le Conseil fédéral vous propose de ne pas encore accepter cette procédure individuelle devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Il juge utile d'attendre les premières expériences avec nos rapports étatiques - de même que nous l'avons fait pour le mécanisme de plaintes individuelles du Pacte relatif aux droits civils et politiques.

Une fois que le code pénal aura été révisé, l'ordre juridique suisse satisfera dans une large mesure aux exigences de la convention. Le Conseil fédéral propose cependant de formuler deux réserves. La première réserve doit permettre à la liberté d'opinion et à la liberté d'association de garder, dans leur traitement sur le plan pénal, l'importance qui leur revient. La seconde réserve doit permettre à la Suisse de conserver sa liberté d'action dans le domaine de l'admission des étrangers sur le marché du travail. Le message vous expose en détail que la politique suisse à l'égard des étrangers est fondée sur le critère de l'intégration. Le système des trois cercles exclut pratiquement du marché suisse du travail les ressortissants de certaines catégories d'Etats aux valeurs culturelles différentes, parce que ces différences rendent difficile l'intégration des étrangers dans la société suisse. Certes, la politique suisse en matière d'admission ne poursuit nullement des buts de discrimination raciale; mais il n'est pas exclu qu'elle s'expose au reproche d'avoir un effet discriminatoire sur le plan de la race.

L'interdiction de la discrimination raciale n'est pas un concept nouveau pour notre droit: Le principe de l'égalité devant la loi, qui est inscrit à l'article 4 de notre Constitution, interdit déjà toute discrimination fondée sur la race. Ce principe reflète notre conviction que tout être humain - quelle que soit son origine ou sa couleur - a le même droit à la dignité humaine. L'adhésion à la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale et la révision y relative du Code pénal suisse répondent à cette exigence et expriment notre volonté de ne pas tolérer de comportement raciste et méprisant pour l'être humain.

Frau Stamm Judith: In der Botschaft ist aufgeführt, dass sich die Schweiz dem individuellen Mitteilungsverfahren vorläufig nicht unterstellen wird. Ich verstehe nicht ganz, weshalb.

Frau Grendelmeier: Warum hat es von 1965 bis jetzt gedauert, bis die Schweiz sich entschliesst, diesem Uebereinkommen beizutreten?

Frau Stamm Judith: Hätte man nicht auch gute Gründe finden können, das Uebereinkommen dem fakultativen Referendum zu unterstellen?

M. Felber, président de la Confédération: L'appel individuel est une possibilité offerte par la Convention. La commission chargée de son application reçoit des rapports obligatoires des Etats sur leurs agissements et leurs constats. Néanmoins, des groupes de personnes individuellement disposent du droit de s'adresser à cette commission qui, cependant, ne juge pas. Elle ne peut pas condamner un Etat. En réalité, la majorité des Etats ont renoncé à cette possibilité. En Suisse, les étrangers qui s'estiment victime de discrimination raciale peuvent, en vertu du code pénal, porter plainte directement aux instances judiciaires de notre pays, plutôt que de s'adresser à un comité qui prendra note et signalera simplement le cas.

M. Krafft: Pourquoi la Suisse propose de ne pas accepter le droit de requête individuelle? Tout d'abord, le problème est politique. Cette Convention va s'intégrer dans notre ordre juridique et déploiera des effets. Ensuite, notre système octroie la possibilité d'un recours à Strasbourg dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme. L'adoption d'une telle attitude est un acte de prudence. Nous avons en effet un système juridictionnel qui offre au particulier tous les moyens de défense de ses droits et, s'il n'est pas content, il peut toujours se rendre à Strasbourg. Ainsi, il est politiquement plus sage de ratifier d'abord la Convention - ce que d'autres Etats occidentaux ont également fait - d'accumuler les expériences, de voir les développements de la jurisprudence et ensuite, le cas échéant, d'accomplir le second pas qui consiste à accepter un droit de requête auprès d'un organe international. Cette attitude plus politique que juridique peut être considérée comme contradictoire à notre politique générale des droits de l'homme, mais elle se justifie puisque nous avons développé la théorie des cercles concentriques. Nous disposons premièrement de l'ordre juridique suisse qui offre beaucoup de possibilités de recours devant les tribunaux pour faire valoir les droits. Deuxièmement, nous trouvons le cercle de Strasbourg qui est le plus important parce qu'il est le plus élaboré. Troisièmement, nous avons le cercle onusien.

Pourquoi une ratification si tardive? La Convention a été adoptée en 1965. Entre-temps beaucoup d'événements se sont déroulés. Nous avons attendu des années pour ratifier la Convention européenne des droits de l'homme: 68 premier rapport, 71 deuxième rapport, 74 le message. Il y a eu ensuite l'épisode de la Charte sociale qui a été rejetée, puis la problématique adhésion aux Nations Unies. Durant cette période on avait décidé de ne pas surcharger la question avec des conventions. Après le rejet de l'adhésion à l'ONU, on a voulu traiter en priorité les instruments de portée générale: les pactes des Nations Unies avec quelques conventions ponctuelles comme celle sur la torture qui n'était pas contestée. Par conséquent, le Conseil fédéral ne vous soumet que maintenant cette Convention sur la discrimination raciale. En définitive, notre système veut que dans ce domaine nous n'avancions que pas à pas. Certes, ce n'est pas une preuve de grande rapidité de la part du Conseil fédéral et de l'administration, mais c'est peut-être plus sage et plus prudent.

La Constitution prévoit deux types de référendum: obligatoire et facultatif. Il y a trois hypothèses où une convention doit être soumise au référendum: premièrement, si elle n'est pas dénonçable et qu'elle est conclue pour une durée illimitée, deuxièmement, si la convention prévoit une adhésion à une organisation internationale, troisièmement, si la convention entraîne une unification multilatérale du droit. Le présent objet ne correspond à aucun de ces critères. L'article 89, alinéa 4 cst permet au Parlement de décider de soumettre une convention au référendum.

M. Comby: Premièrement, je souligne que le droit à la différence est une condition sine qua non du respect de la dignité humaine. Deuxièmement, j'estime que la Suisse devrait engager une politique encore plus active dans le domaine du respect des droits de l'homme. Troisièmement, je regrette que l'on ait tant tardé à proposer la ratification de cette Convention. Toutefois, mieux vaut tard que jamais et je salue l'initiative du Conseil fédéral. Quatrièmement, je relève la nécessité de promouvoir les efforts à accomplir dans le domaine de l'éducation et de l'instruction relatives aux droits de l'homme. Le message met très bien en évidence la nécessité d'améliorer la situation dans ce domaine. Si l'on veut obtenir des résultats concrets, il faut poursuivre dans la voie proposée. Toutefois, pour atteindre le maximum d'efficacité il faudrait passer par la Conférence suisse des chefs des départements de l'instruction publique afin de réussir une étroite collaboration puisque les cantons sont souverains en matière d'éducation. Le Conseil fédéral est-il prêt à procéder de cette façon?

Mme Sandoz: 129 Etats ont ratifié cette Convention. Sur le plan de l'efficacité quels ont été les résultats? Dans quels Etats a-t-on constaté une diminution des mouvements racistes et xénophobes, sans risque d'atteinte de la liberté d'opinion qui doit être réservée?

M. Felber, président de la Confédération: Je ne dispose hélas d'aucune statistique quant à l'efficacité de cette Convention. Nous avons indiqué dans le message que nous avons la volonté d'en faire un instrument préventif. Nous croyons aussi beaucoup aux effets de l'éducation, comme l'a notamment souligné M. Comby. Le contact avec la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique est indiscutablement un de nos buts. Les syndicats accomplissent aussi des efforts dans ce domaine en mettant en présence des jeunes apprentis suisses avec des requérants d'asile afin d'essayer de leur faire comprendre les problèmes des personnes que la Suisse accueille.

M. Krafft: S'il est statistiquement difficile de démontrer l'efficacité de la Convention, on peut tout de même relever qu'elle a contribué à sensibiliser l'opinion de manière importante aux problèmes de la discrimination raciale. Les Etats doivent présenter des rapports dans lesquels ils doivent indiquer leurs actions sur le plan législatif, de l'éducation ou judiciaire. Le dialogue avec le Comité sur l'élimination de la discrimination raciale s'établit sur la base de ces rapports. Les services des Nations Unies mettent à disposition des pays en développement des spécialistes qui leur permettent de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés pour la mise en oeuvre de la Convention et favoriser la réalisation de ses objectifs.

Ruf zu seinen Nichteintretensanträgen (Anhang 1 und 2): Unsere Fraktion ist selbstverständlich für die Einhaltung der Menschenrechte. Die Menschenrechte werden aber in der Praxis allzu häufig ideologisch missbraucht. Man muss doch heute davon ausgehen, dass in unserem Lande die Menschenrechte beachtet und eingehalten werden. Dass die Menschenrechte bis anhin nur in wenigen Ländern respektiert werden - auch nicht in ganz Europa - ist leider eine Tatsache. Das Internationale Uebereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung, das von zahlreichen Ländern ratifiziert worden ist, soll hier Abhilfe schaffen.

Weil das Uebereinkommen mit zu vielen Forderungen überladen ist, die in der Praxis kaum je durchgesetzt werden können, ist sein Wert sehr in Frage zu stellen. Beim genauen Einhalten aller Bedingungen würden Rechte geschmälert, die wir Schweizer nicht so leichtfertig bereit sind, dem Abkommen zu opfern, namentlich die Meinungsäusserungsfreiheit. Was sollen wir einen wertlosen Wisch Papier unterzeichnen, nur damit ein weiteres Abkommen abgeschlossen ist - egal, ob das nützlich ist oder nicht?

Im Grossen und Ganzen ist das Uebereinkommen wirkungslos. Am deutlichsten zeigt sich die Ohnmacht am weltweiten Flüchtlingsproblem: 15 Millionen Flüchtlinge, Glaubenskriege, Stammesfehden in Afrika, Unterdrückung von Volksteilen im Sudan, Kämpfe in Osteuropa usw.. In seiner praktischen Auswirkung ist das Uebereinkommen weitgehend nur ein Fetzen Papier. Würde die Schweiz dem Uebereinkommen beitreten und allen Forderungen nachkommen, wäre sie wahrscheinlich eines von ganz wenigen Ländern auf dieser Erde, welches die Konvention ernst nähme.

Die Schweiz ist weltweit eines der tolerantesten Länder; daher ist der Beitritt zum Übereinkommen nicht einzusehen. Die plötzliche Eile, die vom Bundesrat eingeschlagen wird, um die Schweiz beitragsfähig zu machen, lässt aufhorchen. Will man damit nicht von den Einwanderungsproblemen in unserem Land ablenken? Will man damit nicht die durch die Einwanderung entstandenen, immensen Probleme zu überdecken versuchen? Nach der Publikation der zur Diskussion stehenden Vorlage erschienen zahlreiche Leserbriefe, in denen spontan das Gefühl geäußert wurde, dass man beim Volk das Gefühl habe, auf völliges Unverständnis der Regierenden zu stossen. Was soll das Ganze? Ist es nicht reine Augenwischerei, eine Scheinlösung, der keine konkreten Lösungsvorschläge folgen? Sicher - und das ist auch für unsere Fraktion klar - dürfen diese Probleme nicht mit Gewalt gelöst werden. Gewalt lehnen wir ohne Wenn und Aber ab. Aber um Gewaltakte oder Ehrverletzungen zu ahnden, haben wir bereits Strafbestimmungen, die vollauf genügen. Man muss diese nur konsequent anwenden. Dazu brauchen wir nicht neue Maulkorbstrafnormen, ausgerechnet in dem Land, das vorgibt, das freiheitlichste zu sein, das man sich nur denken kann! Der unzufriedene Bürger, der sich verbal Luft verschaffen will gegen die Ueberfremdung, gegen den anhaltenden Zustrom von Wirtschaftsflüchtlingen, würde durch parteiische Richter bestraft werden. Die Meinungsäußerungsfreiheit würde mit Füßen getreten.

Einmal mehr will man von seiten des Bundesrates nur Symptome, nicht die Ursache für die gestiegene, bedauerliche Fremdenfeindlichkeit bekämpfen. Die Ursache liegt in der verantwortungslosen Ausländer- und Asylpolitik des Bundesrates, der dem Schweizervolk zumuten will, sich durch Hunderttausende von falschen Flüchtlingen überfluten zu lassen. Fremdenfeindlichkeit und Rassismus werden in allererster Linie durch die Behörden provoziert. Vor genau dieser bedenklichen Entwicklung haben wir Schweizer Demokraten schon vor Jahrzehnten gewarnt und eine vernünftige Politik verlangt. Leider vergeblich. Dass es unzählige Eidgenossen gibt, die sich über das Asylantenunwesen sehr Sorgen machen, hat mit extremistischen Erscheinungen gar nichts zu tun. Sie fühlen sich vielmehr herausgefordert durch die Tatsache, dass immer mehr fremdländische Leute sich illegal bei uns aufhalten, und dass die Behörden nicht imstande sind, zum Rechten zu sehen. Es ist Aufgabe des Bundesrates, für Ordnung zu sorgen, und dies ist wichtiger als die Unterzeichnung der vorliegenden, für völlig andere Verhältnisse konzipierten UNO-Konvention.

Machen Sie, meine Damen und Herren von den Regierungsparteien, nur endlich konsequenten Gebrauch von den bestehenden Normen des Strafrechts, eine konsequente Asyl- und Einwanderungspolitik - d.h. z.B. eine konsequente Ausschaffungspolitik - , wenden Sie endlich Notrecht an, dann werden die Probleme sehr schnell entschärft werden. Mit passivem Nichtstun machen sich die Regierenden zum Handlanger der Unzufriedenheit, die dann der Nährboden von Gewalt sein kann. Weil wir das nicht wollen, sollten Sie hier konsequent sein. Unsere Haltung ist klar: Wir sagen nein zum Übereinkommen und nein zur neuen Strafbestimmungen, denn diese lösen das Grundproblem nicht. Ich bitte Sie um Zustimmung zu meinen beiden Nichteintretensanträgen.

Rechsteiner: Es erstaunt nicht, dass heute der Nichteintretensantrag von einem Vertreter einer Partei gestellt wird, die selber mitverantwortlich ist für Dinge, die durch die Ratifikation des Übereinkommens bekämpft werden sollen. Diese Partei ist mitverantwortlich für die Schürung rassistischen Gedankenguts, auch wenn Herr Ruf sich heute nobel ausgedrückt und sich ausschliesslich auf den Terminus "fremdländische Leute" verlegt hat. Mitglieder dieser Partei sind verantwortlich für Anschläge gegen Asylsuchende, und damit ist genau das gemeint, was Herr Ruf in diesem Parlament und auch ausserhalb vertritt.

Weshalb ist es wichtig, dieses Übereinkommen zu ratifizieren? Die Diskussion um die Ratifikation dieses Abkommens hat ausserordentlich lange auf sich warten lassen. Es wäre der Schweiz gut angestanden, bereits früher zu ratifizieren; Herr Botschafter Krafft hat einige Gründe dafür genannt, weshalb es so lange gegangen ist, und weitere könnten genannte werden. Positiv daran ist, dass die Frage der Ratifikation dem Parlament jetzt in einem Moment vorgelegt wird, in dem die Zustimmung zum Abkommen sehr relevant ist, ein Zeichen gegen besorgniserregende Vorfälle, die sich auch in unserem Land gehäuft haben. Der Extremismusbericht zeigt eine erschreckende Zahl von rassistisch motivierten Anschlägen auf. In diesem Zusammenhang gewinnt die Ratifikation dieses Abkommens eine besondere Bedeutung, als Ausdruck davon, dass das Parlament in seiner grossen Mehrheit gewillt ist, diesen Vorgängen nicht tatenlos zuzusehen, sondern gegen diese Mentalität etwas zu unternehmen. Mit der Ratifikation des Abkommens können wir zum Ausdruck bringen, dass Antirassismus, der Respekt der Würde anderer Menschen, ein demokratisches Minimum ist, hinter das nicht zurückgegangen werden darf.

Die Botschaft des Bundesrates enthält sehr viele positive Aspekte, die ich hier nicht wiederholen möchte. Vielmehr möchte ich hier einige kritische Anmerkungen machen: Auf Seite 34 wird versucht, einen Zusammenhang herzustellen zwischen dem Problem der Rassendiskriminierung und dem Migrationsproblem. Diese Ausführungen sind unausgegoren. In dieser Beziehung ist der Extremismusbericht, den der Bundesrat vor kurzem verabschiedet hat, sehr viel deutlicher. Dort heisst es auf Seite 16, dass die Alltagstheorie, dass mehr fremde Menschen prinzipiell mehr Fremdenhass nach sich ziehen, sich aufgrund von philosophischen und soziologischen Untersuchungen nicht verifizieren lasse. Im Extremismusbericht werden mehrere Studien zitiert, und es wird darauf hingewiesen, dass es andere Gründe dafür gibt, dass Fremde zum Sündenbock für gesellschaftliche Entwicklungen gemacht werden. Das kann der bedrohte Arbeitsplatz sein, der Wohnraum, der nicht zur Verfügung steht, der bedrohte Wohlstand - überhaupt die Umwälzungen der Gesellschaft als Folge der wirtschaftlichen und technologischen Entwicklung, die viele Bürgerinnen und Bürger verunsichern. In dieser sozialen und geistigen Krise liegt die Tendenz nahe, eine Sehnsucht nach der guten alten Schweiz aufzunehmen und Fremde zum Sündenbock zu stempeln.

Eine zentrale Bemerkung: Meines Erachtens gewinnt bei der Umsetzung des Uebereinkommens die Strafbestimmung - so notwendig sie ist - ein zu hohes Gewicht gegenüber den positiven Massnahmen. Das Abkommen selber verlangt von den Staaten in erster Linie positive Massnahmen. Diesbezüglich schweigt sich die Botschaft leider weitgehend aus. Es könnte hier durchaus mehr gemacht werden. Einige Beispiele: Vom Bundesrat wird in Aussicht gestellt, eine Eidgenössische Kommission gegen den Rassismus zu bilden, wobei allerdings noch unklar ist, welche Funktion diese haben soll. Die Bildung einer solchen Kommission ist sicher richtig, und dies sollte auch schon im Bundesbeschluss über die Ratifikation des Abkommens als positive Massnahme verankert werden. Es scheint uns falsch, die Aufgaben, die diese Kommission hätte, einfach der Eidgenössischen Kommission für Ausländerfragen anzuhängen. Diese Kommission hätte schon für sich allein sehr viele Aufgaben und wird diesen Aufgaben nur ungenügend gerecht. Ich erinnere daran, dass ich bereits 1987 ein Postulat eingereicht habe, welches der Integration der ausländischen Wohnbevölkerung gewidmet war. Das Postulat wurde vom Parlament überwiesen, aber leider ist die Kommission für Ausländerfragen nicht in der Lage, diesen Aufgaben nachzukommen. Die Präsidentin, die alt Ständerätin Baur-Lagier aus Genf, hat mir gesagt, sie könnten diese zusätzliche Aufgabe mangels Personal nicht bewältigen, und es wäre falsch, nun dieser Kommission noch weitere Aufgaben aufbürden. Es kommt dazu, dass das Rassismusproblem nicht einfach ein Ausländerproblem ist. Es muss eine Kommission geschaffen werden, die Expertinnen und Experten aus verschiedenen Bereichen, von Kirchen bis Universitäten, miteinbezieht. Darum ist es zwingend, dass eine spezielle Kommission geschaffen wird. Eine solche Kommission muss auch mit einer gewissen Infrastruktur ausgestattet werden.

Als weitere positive Massnahme sollte die Schaffung einer Ombudsstelle für rassistische Uebergriffe geprüft werden. Eine solche Ombudsstelle ist bereits in verschiedenen, insbesondere kirchlichen, Vernehmlassungen vorgeschlagen worden. Sie wäre auch ein Tatbeweis für die konkrete Umsetzung des Abkommens.

Auch im Erziehungswesen kann mehr gemacht werden, als in der Botschaft angesprochen wird. Auch wenn das Bildungswesen in kantonaler Kompetenz liegt, hat der Bund gewisse Kompetenzen; beispielsweise wird gegenwärtig die eidgenössische Maturitätsverordnung überarbeitet, und auch die Lehrpläne der Berufsschulen werden auf Bundesebene, durch das BIGA, festgelegt. Hier wäre eine Möglichkeit, konkrete erzieherische Massnahmen vorzusehen. - Auch im kulturellen Bereich bestehen Möglichkeiten, das interkulturelle Verständnis zu fördern, im Nord-Süd-Austausch oder bei Pro Helvetia z.B..

Ein weiteres Problem besteht in der Frage der Vorbehalte: Die Botschaft scheint mir von der Vorstellung geprägt, dass ein Beitritt, abgesehen von der neuen Strafbestimmung, nichts kosten darf; ein Gratisbeitritt ist in der heutigen Situation zu wenig, und deshalb scheinen mir die Vorbehalte, die die Schweiz macht, nicht zwingend. Im Vorbehalt bezüglich der Zulassungspolitik gegenüber Ausländerinnen und Ausländern zeigt sich die Widersprüchlichkeit, die die Botschaft in diesem Punkt prägt. Entweder ist das Dreikreismodell, um das es hier geht, nicht rassistisch, und dann kann man ohne Vorbehalt unterzeichnen, oder dann hat es in bezug auf die Zulassungskriterien einen bedenklichen Kern; wenn dies zutrifft, müsste der Bundesrat, ausgehend von den Arbeiten in dieser Kommission, andere Zulassungskriterien prüfen, die nicht rassendiskriminierend sind.

Auch der Vorbehalt in bezug auf die Meinungsäusserungsfreiheit ist überflüssig. Es ist der harmlosere Vorbehalt, denn er ändert im Grunde genommen materiell nicht sehr viel. Trotzdem: Die Meinungsäusserungsfreiheit gilt natürlich nicht unbeschränkt, und dieser Vorbehalt könnte suggerieren, dass sie einen absoluten Charakter hat. Der Umstand, dass gewisse Äusserungen rassistischer Art unter eine Strafnorm gestellt werden, ist ja gerade eine Einschränkung der Meinungsfreiheit, ebenso wie die traditionelle Einschränkung durch die Ehrverletzungsdelikte.

Zusammenfassend: Es ist schade, dass die Botschaft zur Ratifikation dieses Abkommens so spät vorgelegt wird; aber sie kommt in einem Moment, wo diese Ratifizierung sehr relevant ist, und es ist wichtig, dass dies jetzt geschieht.

Frau Bühlmann: Für mich ist die vorliegende Botschaft kein Wisch, kein Fetzen Papier, sondern ein dringend notwendiges Papier, und ich finde es unverständlich, jetzt von plötzlicher Eile zu sprechen, nachdem wir 28 Jahre mit der Ratifizierung zugewartet haben. Es erstaunt mich auch nicht, dass der Nichteintretensantrag von Herrn Ruf kommt: Im Zusammenhang mit dieser Ratifizierung erlebe ich in meinem Kanton eine Kampagne von Leserbriefen. Der Präsident der Schweizer Demokraten hat geschrieben, es sei für die Schweiz gefährlich, diesem Übereinkommen beizutreten; er begründet dies mit einer Reihe von Unwahrheiten wie z.B., dass dann die Schweizer keine Wohnung mehr bekämen. Ich habe mich in einem Leserbrief gewehrt und geschrieben, gefährlich sei es in der Schweiz in erster Linie für die Ausländer. Der Extremismusbericht zeigt eine erschreckende Liste von Anschlägen, deren Ziel Ausländerinnen und Ausländer waren. Nach meinem Leserbrief werde ich jetzt in einer konzertierten Aktion der Schweizer Demokraten mit Leserbriefen bombardiert, wo noch und noch Unwahrheiten aufgetischt werden, die natürlich den Boden wieder vorbereiten für Gewaltangriffe. Es ist heuchlerisch, zu sagen, dass in den Leserbriefen die Volksmeinung zum Ausdruck käme; viele andere Leute im Volk haben eine andere Meinung. Weil ich selber in der Ausländerarbeit tätig bin, wurde mir praktisch die Legitimation abgesprochen mit dem Argument, ich verdiene ja mein Geld auf Kosten der Einwanderung.

Das, was sich jetzt bei den Leserbriefen abspielt, ist die verbale Vorstufe zu Gewaltakten. Herr Ruf, es ist unverständlich, dass man jetzt von Ihrer Seite her so tut, als ob sie keine Schuld an diesen Vorkommnissen tragen würden. Rassismus ist eine Ideologie, die fremde Menschen abwertet, und das ganze Unbehagen an sich selber auf Fremde projiziert. Er hängt nicht zusammen mit der Menge der Ausländer; das beweist die Situation in der ehemaligen DDR: Dort gibt es massive Uebergriffe gegen Ausländer, obwohl der Ausländeranteil viel kleiner ist als anderswo. Wie Untersuchungen zeigen, hat Rassismus als Ideologie sehr viel mit dem Zustand der eigenen Gesellschaft zu tun. Es braucht ein neues Bewusstsein zu dieser Frage, denn unser eigener Rassismus bedroht unsere Gesellschaft in ihren Grundfesten. Die Ratifizierung dieses Abkommens ist ein dringend notwendiger Schritt - selbstverständlich nicht der einzige -, um dieser Entwicklung entgegenzutreten.

Ich mache natürlich auch Vorbehalte an diesem Dreikreismodell, das in dieser Botschaft als kompatibel mit dem Übereinkommen dargestellt wird. Den Vorschlag, eine Kommission einzusetzen, finde ich sehr wichtig. Diese Aufgaben sollten nicht der bestehenden Kommission für Ausländerfragen aufgetragen werden; auch deren neuer Präsident, Fulvio Caccia, sagt, dass ihre Kompetenzen und Mittel dazu nicht ausreichen würden. Eine letzte Bemerkung: Die Erziehungsdirektoren haben ein Stellungnahme zur Rassismusfrage herausgegeben, die ich Ihnen zukommen lassen könnte. Da wird schon einiges getan, nicht viel, aber doch etwas. Wir in den Kantonen sind froh um einen Rückhalt auf eidgenössischer Ebene. - Ich bin wie meine Fraktion für Eintreten auf diese Vorlage.

M. Ducret: La ratification de la convention aurait dû intervenir il y a longtemps déjà. Je crains que ce débat, aussi bien au sein de la commission que du plénum, soit banalisé et qu'on veuille faire ratifier ce document pour ensuite ne plus en parler. On ne peut pas apprécier cette Convention uniquement en termes d'efficacité, même préventive. C'est d'abord une profession de foi. C'est la raison pour laquelle je souhaitais que la Suisse la proclame déjà bien avant et je regrette que cette proposition de ratification soit assortie de réserves et qu'on justifie par là les critiques disant: "Les Suisses ne font jamais comme les autres. Ils font preuve d'un juridisme excessif. Ils ne sont pas fichus d'accepter une convention discutée sur le plan international sans des réserves." Je comprends la nature et les raisons des réserves exprimées, néanmoins je les regrette. Aujourd'hui, le débat antiraciste a pris une autre connotation. Pendant longtemps il s'est limité au combat mené contre quelques groupes extrémistes marginaux, mais actuellement il recouvre aussi une critique sociale contre tous les mécanismes d'exclusion. Dans cette perspective je souhaite que notre commission ouvre le débat ou, au moins, procède à quelques auditions de personnes qui sont les plus à même de nous faire connaître ces mécanismes. Il serait donc opportun d'entendre la section suisse de l'Association internationale contre le racisme et l'antisémitisme qui se bat depuis de très longues années contre toutes les formes de racismes, non seulement celles visibles, dont on parle quotidiennement dans la presse, mais aussi les autres. Je partage l'avis du Conseil fédéral selon lequel la ratification de cette Convention et la nouvelle législation qu'elle entraîne ont des buts préventifs. Pour faire de la prévention il faut connaître les problèmes. J'ai peur que notre débat se limite à un combat contre les formes d'exclusion qui nous ont été décrites précédemment par M. Ruf.

Scherrer Jürg zu Herrn Rechsteiner und Frau Bühlmann: Wenn Sie sich jetzt für diese Konvention gegen den Rassismus einsetzen, passt es schlecht dazu, selber in Diskriminierung zu machen gegen Politiker und Parteien, die lediglich ihre demokratischen Rechte wahrnehmen. Ihre verbalen Attacken und die Herabminderung gegen alle, welche die illegale Einwanderung, der die Schweiz heute ausgesetzt ist, nicht widerspruchslos hinnehmen, ist ebenfalls Diskriminierung.

Wenn man sich gegen diese illegale Einwanderung wehrt, hat dies gar nichts mit Rassismus zu tun, sondern es entspringt einer effektiven Angst und Verunsicherung des Schweizervolkes gegen diese Asylantenschwemme. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass die Mehrheit des Schweizervolkes - in der Deutschschweiz mehr als 60 % - die Asylpolitik des Bundesrates nicht mehr trägt und auch einen Beitritt der Schweiz zu diesem Uebereinkommen vor dem Hintergrund der Masseneinwanderung nicht verstehen würde. Mit dem Beitritt der Schweiz zu diesem Uebereinkommen wird das Grundproblem, mit dem wir heute konfrontiert sind, nicht gelöst. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass die USA, die in der Welt eine Opinion-leader-Rolle spielen, dieses Uebereinkommen auch nicht ratifiziert haben. - Ich persönlich werde den Nichteintetensantrag Ruf unterstützen und - falls nötig - meinen Rückweiserungsantrag (Anhang 3) später begründen.

Mme Sandoz: Nous pouvons modifier notre code pénal indépendamment d'une ratification quelconque. Je suis d'ailleurs étonnée, sachant que le racisme et la xénophobie font des ravages, que personne n'ait proposé antérieurement une modification du CPS. Il me semble donc essentiel de ne pas lier une modification nécessaire de ce dernier à une ratification. Nous sommes maîtres chez nous et nous n'avons pas attendu de ratifier maintes conventions pour introduire des droits constitutionnels que nous respectons, à la différence d'un certain nombre d'Etats pour lesquels c'est un simple exercice de style.

Je ne crois pas qu'un être normal puisse éprouver le désir de développer, de soutenir et d'entretenir le racisme qui est un sentiment contre lequel il est indispensable de lutter. Toutefois, lorsqu'on interdit l'expression d'un sentiment profond, on risque de porter atteinte à d'autres libertés essentielles comme notamment la liberté d'opinion ou d'association. Il y a quelques années, aux Etats-Unis on a interdit le communisme qui est autant une forme d'opinion qu'une forme de manifestation d'opinion. Alors, s'est développé le maccarthysme qui nous fait horreur, car c'est aussi une forme de racisme.

Les articles 4 et 7 de la Convention sont les deux points dangereux de celle-ci. La réserve formulée par le Conseil fédéral est d'ailleurs bien la concrétisation de ce risque terrible qu'une intention louable devienne une sorte de maccarthysme aussi condamnable que le racisme et la xénophobie. Je ne peux pas imaginer qu'une convention qui doit défendre des droits essentiels de la personne puisse contenir un risque tel qu'on doive en la ratifiant réserver l'élément principal de la dignité de la personne, de la liberté d'opinion et de la liberté d'association. Mon pays peut, dans sa législation, faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la meilleure protection possible contre le racisme, mais je refuse de prendre le risque de ratifier une convention qui débouche sur le maccarthysme. C'est la raison pour laquelle je n'entrerai pas en matière.

Präsident: Ich möchte heute noch die Eintretensdebatte abschliessen und vielleicht auch die Durchberatung der beiden Artikel. Ich habe mir erlaubt, Ihnen einen Artikel von Prof. K.-L. Kunz zum neuen StGB-Artikel auszuteilen, und Herr Prof. Krauskopf wird wahrscheinlich im Laufe des Nachmittages eine kurze Einführung dazu abgeben. - Da Frau Nabholz an der Maisitzung nicht dabei sein kann, scheint es mir sinnvoll, die Behandlung ihrer parlamentarischen Initiative auf später zu verschieben.

Frau Stamm Judith: Ich schlage vor - und ich entschuldige mich, dass mir das nicht früher eingefallen ist -, dass wir noch einen Experten anhören zur Thematik Rassismus. Ich finde auch, dass diese Konvention zu spät kommt; aber es wird eine ausserordentlich schmerzliche Diskussion geben, sowohl im Parlament als in der Öffentlichkeit. Wir müssten uns in aller Ruhe einmal darüber klar werden, was wir unter Rassismus eigentlich verstehen, was genau wir hier generalpräventiv vermeiden wollen. Es geht natürlich nicht an, dass wir jeden Mitbürger und jede Mitbürgerin, die sich aus diffusen Angstgefühlen äussern, schon als Rassisten abstempeln.

Präsident: In diesem Falle wäre ein Entscheid über Eintreten heute nicht mehr zu fassen, und wir könnten die übrigen Geschäfte auch noch heute vormittag durchberaten.

Frau Nabholz: Ich schlage vor, vor allem Experten anzuhören über die Strafgesetzrevision. Im Artikel von Prof. Kunz hat es sehr erwägenswerte Ideen und auch Kritik gegen den vorgeschlagenen Artikel, so dass ich zumindest diesen Experten hier hören möchte. Wo immer man seine eigene Position hat - das Thema ist so delikat, dass mir die vorliegenden Unterlagen als Entscheidungsgrundlage nicht genügen

Rechsteiner: Ich sehe nicht ein, warum wir jetzt den Eintretensentscheid noch hinauszögern sollen, nachdem Eintreten in der Kommission - abgesehen von drei Fundamentalopponenten und -opponentinnen - unbestritten ist. Gegen den Beizug von Experten oder Expertinnen für die Detailberatung an der Maisitzung habe ich nichts.

Frau Stamm Judith: Für mich persönlich hängt der Eintretensentscheid natürlich nicht von den Experten ab. Aber unsere Kommission kann sich nicht mit dieser Konvention befassen, ohne sich grundsätzlich darüber zu informieren, was heute unter Rassismus zu verstehen ist. Sonst läuft diese Diskussion im Parlament und im Volk auf eine Biertisch-Hick-Hack-Abstimmungskampagne hinaus. Ich habe nichts dagegen, dass wir bereits heute den Eintretensentscheid fällen.

Frau Bühlmann: Ich unterstütze dieses Vorgehen, denn unsere Entscheidungsgrundlagen sind nicht sehr umfassend. Aber immerhin wurde ein Vernehmlassungsverfahren durchgeführt, und 25 Kantone sowie die Mehrheit der Parteien sind für die Ratifizierung.

Iten Joseph: Ich unterstütze den Antrag von Frau Stamm. Es spielt keine grosse Rolle, ob wir schon heute über Eintreten abstimmen. Wir gewinnen dadurch keine Zeit; denn ich gehe davon aus, dass die Frage der Ratifikation und die der StGB-Revision im Plenum gemeinsam behandelt werden. Wenn wir Experten anhören, sollten wir auch die juristischen Fragen im zweiten Teil etwas genauer unter die Lupe nehmen. Ich möchte vier juristische Fragen aufwerfen, die noch nicht geklärt sind:

1. Zur Systematik: Die Einteilung der neuen Strafrechtsnorm zum 12. Titel des StGB, Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Frieden, ist nicht unbestritten. Die neue Norm könnte auch in den 3. Titel, zu den Vergehen gegen die Ehre, eingeteilt werden. Wir müssten noch diskutieren, welches das Rechtsschutzobjekt des neuen Straftatbestandes darstellt.

2. Im Hinblick auf die spätere Anwendung durch die Richter sollten sich die Experten darüber äussern, was hier mit dem Ausdruck "öffentlich" zu verstehen resp. nicht zu verstehen ist. Ein Beispiel: Auch der Ausländer, der einer in unserem Lande nicht mehrheitlich vertretenen Religion angehört, ist vermutlich in seiner Kultustätigkeit in der Schweiz diesem neuen Artikel unterstellt. Wie soll dieser Artikel bei Kultusveranstaltungen von Konfessionen, die viel aggressiver sind als bei abendländischen Konfessionen, in der Schweiz durchgesetzt werden? Wie verhält sich die neue Strafnorm zur Religionsfreiheit und der Gedanken- und Gewissensfreiheit?

3. Man muss sich auch fragen, ob es Rechtfertigungsgründe gibt. Gibt es Beispiele, wo solche Äusserungen in der Gebärde, vor allem aber in Wort oder Schrift, in der politischen Auseinandersetzung möglich sind, auch wenn sie formell den Tatbestand, den wir anvisieren, erfüllen? Ich denke an die bevorstehende Auseinandersetzung in der Kommission, in den beiden Räten und später bei der Volksabstimmung. Hier könnten Äusserungen fallen, die beim neuen Straftatbestand möglicherweise strafbar wären.

4. Zum Verfahren bei der Ratifizierung: Ich bin nach wie vor nicht überzeugt davon, dass der Verzicht auf das fakultative Referendum eine politisch kluge Entscheidung wäre. Er wäre politisch unklug, weil im Rahmen der Strafrechtsrevision ohnehin eine Auseinandersetzung stattfinden wird. Die Diskussion wird somit auf jeden Fall öffentlich ausgetragen, und wir gewinnen weder Zeit noch eine materielle Reduktion der ganzen Auseinandersetzung, wenn wir die Ratifizierung nicht dem Referendum unterstellen. Vielleicht gibt es einen Juristen, der die Unterstellung unter das Referendum begründen könnte.

Präsident: Eine Mehrheit der Kommission scheint jetzt für die Weiterführung der Beratungen zum Eintreten, ein Aussetzen der Abstimmung und die Anhörung von Experten in der Maisitzung. Es scheint mir sinnvoll, dass wir - wie jetzt von Herrn Iten - konkrete Aufträge erhalten, wen wir anhören und was wir wissen wollen.

M. Comby: Il est toujours intéressant d'entendre l'avis des experts. Mais, en l'occurrence on assistera inévitablement à la présentation d'avis contradictoire. Par conséquent, est-il véritablement opportun de procéder à des auditions? Je ne le crois pas. J'estime que le message du Conseil fédéral est suffisamment explicite. De plus, on a attendu assez longtemps avant de ratifier cette Convention de l'ONU. On a rappelé ci-dessus que pratiquement tous les cantons suisses se sont prononcés en faveur de cette ratification.

Frau Bühlmann: Die Anhörung der Experten würde dazu dienen, uns selber mit Argumenten zu stärken. Wir müssen begründen können, warum das Parlament dieses Uebereinkommen ratifizieren will. Ich hätte Vorschläge.

Mme Sandoz: L'audition d'experts en ce qui concerne la Convention est superflue. J'ai indiqué mon opposition à l'entrée en matière, mais nous en sommes au stade où la décision politique peut être prise.

En revanche, le problème du Code pénal est plus délicat. N'y aurait-il pas lieu d'envisager le motif raciste comme une cause générale d'aggravation d'infractions commises prévues par le code? Cette façon de pratiquer entraînerait, le cas échéant, une prévention plus lourde. Les propositions présentées ont l'air d'instituer le racisme comme une infraction en elle-même. Ainsi, sur le plan pénal, il serait donc souhaitable de voter l'entrée en matière et de demander la présentation de différentes solutions envisageables par des experts. Dans ce domaine nous manquons sérieusement de motivations juridiques.

Rechsteiner: Ich bin einverstanden mit einer Anhörung, finde aber, wir sollten die Abstimmung über das Eintreten nicht verzögern. Wenn es uns gelingen würde, mindestens das Abkommen weitgehend zu bereinigen, könnten wir an der Maisitzung die dornenvollen Fragen der Strafbestimmungen behandeln.

M. Ducret: Je ne suis pas non plus favorable à la multiplication des séances, néanmoins comme ce débat soulèvera plusieurs questions il serait bon d'indiquer aux citoyens si de petites manifestations xénophobes peuvent ou doivent être assimilées à du racisme au sens des dispositions aussi bien de la Convention que du futur Code pénal. Pour ce faire nous devons être mieux informés. C'est la raison pour laquelle je soutiens la proposition visant à organiser une séance d'auditions.

Frau Nabholz: Das Geschäft wird nicht beschleunigt dadurch, dass wir heute schon Eintreten beschliessen. Es ist aber bereits bei der Diskussion über das Abkommen sehr wichtig, dass wir eine klare Vorstellung davon haben, wie der Begriff Rassismus definiert werden soll. Stellen Sie sich vor, die Strafrichter müssen diesen Artikel anwenden, und sie wissen nicht, wovon sie sprechen. Es ist logisch, dass man das Eintreten auf das Gesamteinpaket beschliesst.

Abstimmung - Vote

Eventuell - A titre préliminaire

Für die Anhörung von Experten und Aufschiebung des Entscheids 10 Stimmen

Dafür, heute Eintreten zu beschliessen und dann Experten anzuhören 8

Definitiv - Définitivement

Für die Anhörung von Experten

Mehrheit

Dagegen (gemäss Antrag Comby)

Frau Stamm Judith: Ich möchte noch betonen, dass der Vorwurf der Verzögerung unakzeptabel wäre. Es geht darum, die Sache zu vertiefen und vielleicht später Zeit zu gewinnen.

Rechsteiner: Wir müssen aber gleichzeitig auch den Willen der Mehrheit festhalten, dass wir in der Maisitzung die Vorlage durchberaten, auch wenn die Beratungen vielleicht am Dienstag weitergeführt werden müssen.

M. Krafft: Cette Convention s'insère dans la politique relative aux droits de l'homme menée par le Conseil fédéral. C'est la raison pour laquelle un expert de la politique des droits de l'homme comme le professeur Kählin apporterait un élément important à l'appréciation de la situation.

Frau Bühlmann: Mir sind vor allem Leute bekannt, die sich mit den Ursachen des Rassismus befassen: Herr Mario Erdheim, Psychoanalytiker und Ethnologe, ZH,

Frau Vreni Tobler, Ethnologin, ZH, Herr Hoffmann-Nowotny, Soziologe, ZH und Frau Katrin Boren, Erwachsenenbildnerin im Bereich Rassismus, BE.

Präsident: Es scheint mir richtig, dass wir zur Frage der Menschenrechte und zur Frage der Strafrechtsnorm etwas hören. Ich weiss nicht, ob man sich zur ersten Frage auf Professor Kälin einigen könnte. Für den Strafrechtsbereich müssten wir uns auf zwei Professoren einigen. Da wäre sicher einmal Professor Kunz von der Uni Bern als Kritiker und z.B. Professor Aubert aus Genf.

M. Ducret: Je souhaite entendre un représentant de la LICRA qui pourrait être romand car cette organisation est mieux implantée en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.

M. de Dardel: Je n'ai aucune objection vis-à-vis des experts proposés jusqu'à présent, mais j'estime indispensable la présence de deux spécialistes de droit pénal.

Präsident: Ich bitte all jene, die Fragen haben, diese zu formulieren. Nicht eingegangen sind wir jetzt auf die Fragen der Ursachenforschung; aber mir scheint, dies würde etwas weit führen

Frau Nabholz: So wie ich es jetzt verstehe, haben wir einfach vier Juristen! Ich würde es begrüßen, wenn wir auch einen Sozialwissenschaftler, z.B. Herrn Prof. Hofmann-Novotny, anhören würden.

Ruf: Was den nicht strafrechtlichen Teil dieser Anhörungen betrifft, scheint mir die Ausrichtung der Experten einseitig. Es gibt auch Ethnologen, die heute gegenüber der Asylpolitik der Schweiz äusserst kritisch eingestellt sind, obwohl sie vehemente Gegner des Rassismus sind. Ich beantrage, Herrn Dr. Norbert Bernhard, ZH, anzuhören.

Frau Heberlein: Bevor wir lange darüber diskutieren, wen wir als Experten möchten, müssen wir uns einmal darüber klar werden, was wir von diesen Leuten wissen möchten. Dann können wir darüber diskutieren, wer für diese Fragen zuständig ist. Für uns ist es wesentlich, zu wissen, wie der strafrechtliche Begriff des Rassismus definiert wird. Wir brauchen keine allgemeinen Vorlesungen über Fremdenfeindlichkeit zu hören.

Stamm Luzi: Ich möchte davor warnen, die Diskussion zu weit ausufern zu lassen. Experten für die strafrechtliche Seite - das scheint mir wichtig. Experten für die Frage, was unter Rassismus zu verstehen ist, ist bereits etwas problematisch, aber vielleicht auch noch sinnvoll. Auch der Ausdruck "Ehrverletzung" ist ja völlig offen, weil man ihn zum voraus gar nicht abstecken kann; das ist notwendigerweise den Gerichten überlassen. - Experten für die Frage der Ursachen des Rassismus beizuziehen dagegen scheint mir widersinnig. Wenn wir den Mord unter Strafe stellen, dann tun wir das, ohne zu diskutieren, was die Ursachen der Tötungen sind.

Frau Bühlmann: Da bin ich nicht einverstanden, denn das Abkommen beinhaltet natürlich noch andere Elemente als nur strafrechtliche Normen. Es enthält z.B. die Forderung, durch Erziehung ein anderes Bewusstsein zu schaffen und so diese Ideologie, die für Fremde gefährlich ist, angehen zu können. Dies ist mindestens so wichtig wie die Möglichkeit, im Falle, wo es brennt, mit strafrechtlichen Normen das Feuer löschen zu können.

Frau Stamm Judith: Ich wollte etwas Aehnliches sagen; die Konvention enthält ja auch die Verpflichtung, Massnahmen im Rahmen von Erziehung und Kultur zu treffen, um dem Rassismus zu begegnen. Die Frage ist aber, ob wir in der Kommission so weit gehen wollen, oder ob es genügt, wenn das Departement sich mit diesen Aspekten befasst. Ich wäre dafür, noch einen der von Frau Bühlmann genannten Experten anzuhören.

Frau von Felten: Ich möchte den Antrag von Frau Bühlmann unterstützen. Die Ursachenforschung ist nicht etwa eine psychoanalytische Angelegenheit; diese Klärung ist ja zum Teil die Legitimation für die strafrechtliche Seite. Dazu kommt die Gefährdung der öffentlichen Ordnung, die uns drängt, zu handeln. Die in der Botschaft (S. 34) hergestellte Kausalität zwischen Migrationsproblemen und Rassismus ist sehr fragwürdig. Diesen Zusammenhang in Frage zu stellen ist auch Teil der Ursachenabklärung.

Frau Grendelmeier: Die Tatsache, dass wir so lange darüber geredet haben, ob wir Experten wollen oder nicht, zeigt doch etwas: Rassenhass ist zuallererst eine Sache des Gefühls. Dazu müssen wir stehen. Gegen Gefühle können wir an sich keine Gesetze festschreiben, in der Hoffnung, dass diese Gefühle dann vorbei sind. Wesentlich ist aber, dass wir erkennen, dass wir für die Auswirkungen dieser Gefühle sowohl in strafrechtlicher wie in politischer Hinsicht vollumfänglich verantwortlich sind, weil wir Menschen sind, die denken können! Aber wir müssen zuerst einmal zu diesen Gefühlen stehen. Dann müssen wir Massnahmen ergreifen - als denkende Wesen. In diesem Sinne sehe ich sowohl die Konvention als auch die strafrechtliche Anpassung. Es ist natürlich ein bisschen schlitzohrig, Frau Sandoz, wenn Sie zuerst nach dem statistischen Prinzip: Rende, non rende? fragen, ob das überhaupt etwas bringt oder nicht. Das fragen Sie nämlich beim Strafrecht auch nicht. Kein Mensch würde, nur weil es noch weiterhin Verbrecher gibt und Verbrechen, das Strafrecht aufheben, weil es ja doch nichts bringt. Ein solches Uebereinkommen ist eine Leitplanke, an die wir uns halten müssen. Deshalb bin ich der Meinung, dass wir unbedingt einen Experten anhören sollten, damit wir uns in diesem Gremium über diese sehr verdrängten Gefühle klar werden.

M. Ducret: La liberté d'opinion ne postule pas que l'on puisse agir m'importe comment. Elle n'autorise pas à dire n'importe quoi (cf. débat sur l'immunité parlementaire). C'est la raison pour laquelle nous nous sommes élevés contre ceux qui abusaient de leur liberté de parole et d'opinion. Cette liberté mérite quelques limites, ou du moins que l'on réprime des abus. L'ancien ambassadeur Marcel-Charles Heimo, chef de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire a écrit une série d'articles sur le danger de confondre les racistes et les xénophobes avec ceux qui estiment simplement que les étrangers sont trop nombreux dans notre pays et qu'un afflux de migrants doit être écarté. Peut-être pourrions-nous songer également à l'entendre?

Rechsteiner: Wenn es jetzt darum geht, die Auseinandersetzung mit dem Phänomen Rassismus zu vertiefen, gerade auch im Hinblick auf die öffentliche Auseinandersetzung, die uns bevorsteht, möchte ich vorschlagen, das Hearing öffentlich, d.h. für die Presse zugänglich, durchführen. Wir sollten den Anlass ausnutzen, damit ein Teil der Botschaften, die dort ausgedrückt werden, auch verbreitet werden können.

Präsident: Wir haben uns nun geeinigt, dass zwei Professoren zum strafrechtlichen Teil angehört werden sollen, ferner zu den Menschenrechten Professor Kälin und jemand von der Liga gegen den Rassismus. Für den soziologisch-psychologischen Bereich sind nun vorgeschlagen: Herr Prof. Hofmann-Novotny, Herr Dr. Norbert Bernhard und Herr alt Botschafter Heimö. In diesem Punkte müssen wir uns beschränken; Frau Heberlein hat zu recht gesagt, dass wir zuerst wissen müssen, was wir die Experten fragen wollen, und dann die geeigneten Leute einladen.

Frau Stamm Judith: Nachdem wir uns offenbar einig sind, dass wir den von Frau Bühlmann angeregten Bereich auch einbeziehen wollen, schlage ich vor, dass wir die Wahl eines Experten für dieses Gebiet dem Präsidenten und dem Sekretariat überlassen.

Ruf: Ich kann mich diesem Vorgehen anschliessen, unter der Voraussetzung, dass auch ein kritischer Experte eingeladen wird.

Frau von Felten: Ich schlage vor, einen Experten anzuhören, der konkret über die Praxis der Antidiskriminierungsmassnahmen in anderen Ländern Bescheid weiss, z.B. in den USA.

M. de Dardel: Personne à part M. Ruf ne connaît l'expert qu'il nous propose M. Bernhard. Un expert est une personne bénéficiant d'une certaine notoriété en tant qu'homme de science ou juriste. Dans le domaine du racisme certaines personnes se targuent d'être des hommes de science alors qu'ils sont en fait des pseudo-scientifiques défenseurs rigoureux de la prééminence de la race blanche.

En conclusion, sans faire de procès d'intention à M. Bernhard, je considère que nous devons convoquer aux auditions de notre commission des personnes bénéficiant d'une certaine notoriété.

Ruf: Sie können gerne die sehr ausführliche Dissertation, von Dr. Bernhard zu diesem Thema lesen; darin können Sie ersehen, dass er sich als ausgesprochener Gegner von rassistischen Aeusserungen profiliert hat.

Präsident: In Anbetracht dessen, dass wir nur einen Termin haben, brauchen wir sicher einen gewissen Spielraum für die Einladung der Experten. Ich bitte Sie, Ihre Fragen an die Experten schriftlich an das Sekretariat zu schicken.

Ruf: Wir sollten für diese Anhörung auch die Mitglieder der Kommission des Ständerates formell einladen.

Präsident: Einverstanden, aber ohne darauf Rücksicht zu nehmen, wer an diesem Datum teilnehmen kann.

Abstimmung - Vote

Für Öffentlichkeit der Hearings
Dagegen

7 Stimmen
8

M. Berger: Je regrette que cette Convention n'ait pas été ratifiée au moment où la situation n'était pas tendue. Il est toujours plus difficile d'introduire une disposition dans un contexte peu propice. D'autre part, il ne faudrait pas que ce soit l'occasion de relancer le racisme dans notre pays. La façon dont les débats seront tenus pourrait aller à fins contraires, ce qui me préoccupe beaucoup. Alors, le moment est-il bien choisi pour la ratification de cette Convention? Il vaut mieux d'abord prendre les mesures qui s'imposent dans notre pays pour lutter contre le racisme avant de nous conformer à la communauté internationale.

Le message indique que la Convention autorise certaines inégalités et le problème du racisme a une dimension très terre à terre, localisée. Par exemple, un reportage de la télévision suisse romande sur le ramadan contenait de nombreuses questions. Un des participants interviewé disait: "Je suis satisfait de cette journée. Nous voulons la paix. Mais dans ce pays nous ne pouvons pas nous exprimer culturellement. Nos enfants sont obligés de suivre l'école dans une langue qui n'est pas la leur.". Ces petites questions sont en définitive celles qui soulèvent les grands problèmes. Dans le cadre de ma profession je vis quotidiennement avec des étrangers. Je n'ai jamais eu de problèmes ni avec des Zaïrois, ni avec des citoyens du Cap Vert. En revanche, j'en ai plus avec des Européens musulmans pour qui le oui et le non n'ont pas la même signification.

Outre la prise de mesures répressives, la Convention incite-t-elle la prise de mesures préventives permettant de lutter contre la résurgence du racisme ponctuel?

Frau Nabholz: Wir haben in unserem Lande eine Tradition, die sich stark macht für Menschenrechte, die Freiheitsrechte, die Wahlrechte, und wir bringen das auch in den internationalen Gremien, denen wir angehören, zum Ausdruck. Darum ist es besonders bedauerlich, dass die Ratifikation dieser Konvention noch nicht stattgefunden hat - offenbar gibt es nie einen günstigen Zeitpunkt. Angesichts des Zustandes, in dem sich die Welt heute befindet, macht Zuwarten keinen Sinn mehr. Irgendwann wird die Glaubwürdigkeit unseres Landes in diesem Bereich zu leiden beginnen. Auch aus aussenpolitischen Erwägungen ist es richtig, dass wir jetzt Eintreten beschliessen. Die Ratifizierung dieses Abkommens ist nur eine Fortsetzung unserer bisherigen Politik, ein Tatbeweis, dass es uns ernst ist mit Toleranz und Nichtdiskriminierung von andersartigen Menschen.

Wenn ich keinen Grund sehe, dieses Abkommen nicht zu ratifizieren, so möchte ich doch zur Frage der Vorbehalte noch keine Position einnehmen; hier wäre ich froh um weitere Ausführungen des Bundespräsidenten. Zur neuen Strafrechtsnorm möchte ich für das nächste Mal - wo ich leider nicht dabei sein kann - deponieren, dass für mich die Art der Ausgestaltung der StGB-Norm und dem, was das Abkommen effektiv verlangt, noch nicht transparent ist. Nicht ganz geklärt ist für mich auch, wie weit die Friktionen zwischen Grundrechtsgarantien, die wir in unserer Verfassung kennen und dem, was wir hier mit dem Abkommen an Verpflichtungen übernehmen, zu Problemen führen könnten.

Zum Schluss: Ich bin der Meinung, dass das Strafrecht das ungeeignetste Mittel ist, um rassistische Tendenzen zu bekämpfen, und dass wahrscheinlich all die anderen Massnahmen, die im Uebereinkommen enthalten sind, die zentralen Elemente sind. Strafrecht als repressive Massnahme kann nicht wieder gut machen, was vorher kaputt gemacht worden ist.

Präsident: Eine der Fragen scheint auch mir wesentlich, nämlich die Frage, warum man hier eine Strafnorm über alles setzt. Es hat ja auch einen föderalistischen Aspekt, und das Verhältnis der Strafnorm zu diesem Aspekt scheint mir noch nicht ausgeleuchtet. Man begründet es damit, dass eine Strafnorm eine der besten Möglichkeiten für die Durchsetzung durch den Bund sei. Andererseits ist eine Strafnorm ja immer die ultima ratio. - Ich möchte von den Experten wissen, welche anderen Möglichkeiten es gibt, um zum gleichen Ergebnis zu kommen.

Frau Grendelmeier: Ich weiss nicht, ob es ein Zufall ist, dass wir nun den Beitritt zum Uebereinkommen behandeln und fast zur selben Zeit der Extremismusbericht des Bundesrates erschienen ist. Für mich ist entscheidend, dass beide zu spät kommen. Wir müssen heute in einer verhärteten Situation diskutieren. Es ist bereits nicht mehr so, wie Herr Berger angetönt hat, dass wir damit einen schlafenden Hund wecken. Dieser Hund schläft längst nicht mehr, er bellt überlaut und beisst auch schon. Wir müssen jetzt schauen, wie wir damit fertig werden, dass wir durch langes Hinauszögern des Beitritts eine riesige Chance verspielt haben.

Es ist klar, dass wir weder mit diesem Beitritt noch mit strafrechtlichen Angleichungen den Rassismus bekämpfen können. Der muss zusätzlich noch auf einer anderen Ebene bekämpft werden. Trotzdem bin ich der Meinung, dass wir heute nicht mehr auskommen ohne eine Angleichung des Strafrechtes - als ultima ratio. Ich halte dieses Uebereinkommen und unseren Beitritt dazu für das Bekenntnis unseres demokratischen Staates zu diesem Menschenrecht, nämlich der Unangetastetheit, egal, welcher Rasse oder welcher Religion jemand angehört. Deshalb ist es für mich nicht einfühlbar, warum diese Vorbehalte sein müssen. Sie zeigen, dass wir etwas machen und gleich wieder zurücknehmen. Wir sind dafür, "unter der Bedingung, dass". Das ist gefährlich, es zeichnet uns einmal mehr als Kleinkrämer aus, die nicht einmal einem solchen Uebereinkommen, das 129 Staaten - ohne allzu grossen Schaden - ratifiziert haben, vorbehaltlos beizutreten. Es hilft der Glaubwürdigkeit der Schweiz keineswegs, wenn wir bei einem bald 30jährigen Uebereinkommen noch mit Vorbehalten daherkommen.

Wir müssen jetzt so schnell wie möglich beitreten. Die Diskussion in der Bevölkerung wird sehr hart geführt werden; es wird sich alles wieder auf die Asylbewerber reduzieren. Davor möchte ich sehr warnen! Rassismus betrifft keineswegs nur Asylbewerber, nur Ausländer. Frau Bühlmann hat es angedeutet: In dem europäischen Land, welches am wenigsten Ausländer hat, nämlich in der ehemaligen DDR, ist der Rassismus am schlimmsten. Ich bin nicht der Meinung, dass wir mit einer Korrektur unserer Asylpolitik den Fremdenhass wesentlich reduzieren könnten. Ein weiteres

Beispiel dafür, dass das nicht unbedingt stimmen muss, dass es "die Fremden" sind, ist das klassische - leider das klassische - rassistische Problem der Judenfrage. Ich erinnere daran, dass die Juden in Deutschland während des ersten Weltkrieges mit den eisernen Verdienstkreuzen ausgezeichnet wurden, dass es bestens integrierte Deutsche waren; das hat niemanden daran gehindert, sie in die Gaskammern zu schicken. Also müssen wir uns davor hüten - wie es die Schweizer Demokraten immer wieder versuchen - das Ganze nur auf die Situation in der Asylpolitik zurückzuführen zu wollen.

Aber: Wir sind zu spät, wir werden eine äusserst giftige, äusserst schlimme Diskussion erleben, und alle, die damit zu tun gehabt haben, können vermutlich bündelweise scheussliche Briefe und Drohungen vorweisen. Das zeigt, dass das Problem nicht herbeigeredet wird, sondern längstens vorhanden und virulent ist. Leider kann nicht mehr gesagt werden: Wehret den Anfängen! Von Anfängen kann längstens keine Rede mehr sein. Aber wir haben allen Grund, uns mit allen Mitteln dagegen zu wehren, dass es nicht noch einmal wie vor 50 Jahre los geht. Im Moment stehen meines Erachtens die Zeichen auf Sturm.

Frau von Felten: Der Beitritt zur vorliegenden Konvention bildet das absolute Minimum im Sinne der Fortführung einer Politik der Menschenrechtsverwirklichung. Auch eine Revision des Strafrechts, das bekanntlich das ethische Minimum einer Gesellschaft festhält, ist notwendig. Dies ist jedoch nur ein erster Schritt. Er ist angesichts der krassen Gewalttaten der letzten Zeit besonders dringend.

Gleichzeitig möchte ich eine Zukunftsperspektive aufzeigen. Rassismus ist eine Ausgrenzungsideologie, die am Kriterium Rasse anknüpft. In der Vernehmlassung wurde von verschiedener Seite auf andere Ausgrenzungskriterien hingewiesen, so z.B. auf das Geschlecht oder auf die geschlechtliche Ausrichtung. Der vorliegende Strafrechtsartikel geht - mit Recht - über den Geltungsbereich der Konvention hinaus, indem er die religiösen Gruppen einbezieht.

Die Realisierung der Antirassismussmassnahmen ist eine unerlässliche Voraussetzung für die Fortführung einer Menschenrechtspolitik in Richtung einer allgemeinen Antidiskriminierungsgesetzgebung. Auch aus frauenpolitischer Sicht werden Antidiskriminierungsmassnahmen gefordert. In den USA sind ja die bekannten frauenpolitischen Gleichstellungsmassnahmen wie Quotierung oder Gleichstellungsbüros zunächst als antirassistische Massnahmen entwickelt worden. So ist der Beitritt zur vorliegenden Konvention unerlässlich für weitere Schritte insbesondere auch hinsichtlich der positiven Massnahmen. - In diesem Zusammenhang möchte ich den Bundespräsidenten fragen, wie der Stand der Arbeiten ist hinsichtlich eines künftigen Beitritts zum Uebereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau.

Präsident: Ich schlage vor, hier die Debatte abubrechen. Ich hoffe, dass wir auf den 25. Mai die Experten einladen können, und ich bitte Sie, auch den 26. Mai freizuhalten, damit wir zu einem Ergebnis kommen können. Da die beiden Petitionen direkt mit dieser Vorlage zusammenhängen, verschieben wir deren Behandlung ebenfalls auf die Maisitzung.

Ruf: Nur eine kurze persönliche Erklärung zuhanden des Protokolls: Ich lasse mich natürlich nicht auf das Argumentationsniveau von Herrn Rechsteiner hinab, aber ich möchte in aller Form die Vorwürfe, die von ihm und von Frau Bühlmann gegen die Schweizer Demokraten und gegen mich erhoben worden sind, zurückweisen.

12 89.204 Initiative des Kantons Genf. Bekämpfung fremdenfeindlicher und rassistischer Kundgebungen
Initiative du canton de Genève. Repression des manifestations xénophobes, raciales et antisémites

13 Petitionen/Pétitions

- 89-30 SOS-Racisme. Gesetzlicher Schutz gegen den Rassismus
SOS-Racisme. Protection légale contre le racisme
- 90-9 SOS-Asile Vaud. Strafnorm gegen den Rassismus
SOS-Asile Vaud. Norme pénale réprimant le racisme
- 92-6 SAJV. Gib dem Rassismus keine Chance
CSAJ. Pas de quartier pour le racisme

Diese Traktanden werden anschliessend an das obige Geschäft an der nächsten Sitzung behandelt.

2. 91.423 n Pa. Iv. Vorkaufsrecht für Mieter (Rechsteiner)

Iten Joseph: Ich vermisse im Bericht der Kommission eine Nuance: Bevor wir in der Kommission über die Initiative abgestimmt haben, habe ich deutlich gemacht, dass unsere Fraktion vor allem aus verfahrensökonomischen Gründen dafür ist, d.h. dass wir den Weg der parlamentarischen Initiative beschreiten und die Gesetzesberatung in dieser Kommission vornehmen wollen, sofern das Plenum unseren Anträgen zustimmt. Ich habe auch darauf hingewiesen, dass der Entwurf der Arbeitsgruppe nicht unsere vorbehaltlose Zustimmung finden würde. Frau Stamm hat ihrerseits Vorbehalte angebracht in bezug auf die Effizienz eines solchen Vorkaufsrechts. Das hat uns dazu gebracht, vom Verfahren her der parlamentarischen Initiative zuzustimmen, uns aber vorzubehalten, dann, wenn der Text der Gesetzesrevision vorliegt, noch frei darüber zu entscheiden, ob wir diesem Vorkaufsrecht zustimmen wollen oder nicht. Diesen Vorbehalt vermisse ich nun bei der Darlegung der Meinung der Kommissionmehrheit.

M. Ducret: La position de la minorité de la commission doit aussi faire l'objet de précisions, car il n'est pas certain que toutes les personnes figurant dans cette dernière se soient opposées globalement à la proposition de M. Rechsteiner. Il nous apparaissait difficile de soutenir le principe du droit de préemption sans connaître les modalités d'application. Dans cette affaire le principe et les modalités forment un tout. C'est la raison pour laquelle certains ont préféré s'opposer à la proposition alors qu'ils ne sont pas fondamentalement contre le principe. En conclusion, la minorité n'est pas homogène. Il y a ceux qui s'opposent purement et simplement au droit de préemption en considérant que c'est une limitation exorbitante du droit des propriétaires et ceux qui ont un avis plus nuancé. D'autre part, je souhaite que la motion de M. Reimann figure dans le rapport, sinon on ne peut pas comprendre l'avis de la minorité.

Präsident: Dieses Anliegen ist klar; die Motion wird auf Seite 4 angefügt. Die beiden übrigen Anliegen, die die Positionen etwas aufweichen möchten, können übernommen werden. Vom Grundsatz her steht man sicher positiv hinter dem Anliegen, aber das Ergebnis hängt von der konkreten Ausgestaltung und von den praktischen Schwierigkeiten, die wir im Moment ja noch nicht abschätzen können, ab. Ähnlich ist es auch bei der Minderheit. Wir haben dieses Anliegen verstanden, und man könnte es durch einen oder zwei Sätze noch besser zum Ausdruck bringen.

Nachdem wir uns letztes Mal über die Frage der Hearings bei parlamentarischen Initiativen unterhalten haben, haben wir diese Frage dem Büro gestellt, und dieses hat bei Herrn Lanz eine Expertise in Auftrag gegeben. Herr Lanz ist zum Ergebnis gekommen, dass das Handbuch für Präsidenten in dieser Form nicht standhält, und dass den Kommissionen nur eine Limite gegeben ist, nämlich dass sie die parlamentarischen Initiativen innert einer bestimmten Zeitfrist behandeln müssen. Ob sie Hearings machen wollen oder nicht, steht den Kommissionen frei. An der Präsidentenkonferenz wurde dieser Bescheid nur teilweise entgegengenommen, und Herr Nebiker hat wiederum betont, dass man hier sehr zurückhaltend sein müsse. Ich habe ihm zu bedenken gegeben, dass die parlamentarische Initiative gerade deshalb so oft gebraucht wird, weil die persönlichen Vorstösse in Form von Motionen und Postulaten kaum Erfolg haben und im Rat nicht mehr behandelt wurden - ich habe da auf die letzte Session angesprochen. Die Unterlagen wären auf dem Sekretariat einzusehen.

3. Petitionen

31 92.2000 Verein Schweizer Hanf Freunde/innen. Amnestiebegehren für Haschischhändler/innen

Frau von Felten: Der Bericht des Ständerates beschränkt sich auf die formaljuristische Fragestellung, und trotzdem wird - in Punkt 26 auf Seite 3 - eine politische Wertung vorgenommen, die ich nicht teile. Es heisst da: "Unabhängig davon, wer begünstigt würde, müssen wir uns davor hüten, eine Jubelamnestie ohne tiefere Bedeutung zu erlassen." Ich denke, dass diese Petition, die auch eine lebenslustige Seite ausdrückt, wie sie vielleicht in diesen parlamentarischen Räumen ungewohnt ist, doch einen tieferen Sinn hat. Man weiss ja, dass die Unterscheidung zwischen legalen und illegalen Drogen völlig zufällig ist, keinen zwingenden Zusammenhang zur Gesundheitsschädigung hat und mit sehr vielen Tabus behaftet ist. Es gibt Suchtmittel, die integriert sind, wie Alkohol, andere, wie Cannabis, nicht. Man weiss auch, dass die Zahl der Anzeigen wegen Cannabis-Konsum sich zwischen 1974 und 1988 verdreifacht hat und dass diese zufällige Grenzsetzung sehr verheerende soziale Auswirkungen hat. In Punkt 26 sollte zumindest erwähnt werden, dass die Amnestie auch einen tieferen Sinn hat.

Präsident: Es geht hier vor allem darum, die Frage der Amnestie zu beantworten, und das ist mit diesem Bericht getan. Wir werden uns überlegen, ob wir noch etwas einfügen können. Es ist hier wohl der falsche Ort, die kontroversen Ansichten zu diskutieren.

Beschluss: Zustimmung zum Bericht

32 92-1 Wälchli Philipp. Modernisierung gewisser zivilrechtlicher Bestimmungen

Präsident: Herr Wälchli gehört zu den regelmässigen Kunden des Parlamentes und ist einer der besseren Kenner unserer Abläufe. Das ändert an der Behandlung seiner Petition wenig. Frau Sandoz hat einen Antrag gestellt (Anhang 4).

Mme Sandoz: Je suis d'accord sur tous les points de la proposition, sauf sur celui relatif à l'article 185 CO. Nous avons là une sorte de bloc erratique du droit romain qui ne correspond pas au système de notre vente. Il n'est en effet pas logique qu'après la conclusion du contrat l'acquéreur, alors qu'il n'a que le droit d'obtenir la livraison, supporte déjà (sous quelques réserves) les risques - certes il a les profits en compensation - qui ne devraient logiquement passer à l'acquéreur qu'une fois qu'il a la maîtrise de la chose. Il est important d'avoir une législation en harmonie avec notre droit essentiel, notamment en relation avec l'accroissement des échanges internationaux. On peut en effet imaginer que, comme en droit français, le contrat de vente est translatif de propriété. Nous aurions alors une règle logique avec le transfert des risques et des profits. Ou bien, qu'il n'est que source d'obligations et alors notre règle n'est pas logique. Compte tenu de l'ouverture croissante de notre marché à

l'étranger, il serait peut-être bien venu de demander au Conseil fédéral, par l'intermédiaire d'une motion, de revoir la formulation de l'article 185 CO dans le sens d'un transfert des profits et des risques liés à la maîtrise de la chose et non, comme c'est le cas actuellement, à la conclusion du contrat.

Präsident: Die Begründung wurde abgegeben, und ich schlage vor, dass wir darüber abstimmen, ob wir die Kommission als Kommissionsmotion aufnehmen wollen. Die Folge davon wäre, dass wir die Begründung unter Ziffer 2.3 abändern würden.

M. Ducret: Je suis favorable à la proposition de Mme Sandoz. Toutefois, comme elle est importante puisqu'elle vise la modification d'une des dispositions les plus usitées du Code des obligations, je suggère de prendre quelques précautions préalables. Peut-on extraire ce point de la pétition et rejeter les deux autres en sollicitant à son propos une opinion de l'Office fédéral de la justice? Je ne peux vraiment pas voter cette motion aujourd'hui sans avoir réfléchi plus longuement à la question.

Präsident: Unsere Antwort beruht ja im wesentlichen auf der Antwort des zuständigen Departementes, und ich glaube, wenn wir hier weiter nachfragen wollten, müssten wir zusätzlich Abklärungen machen. - Frau Sandoz wäre einverstanden mit dem Vorschlag von Herrn Ducret, dass wir ihre Motion praktisch als Wiedererwägung auffassen und nochmals die Meinung der Verwaltung zu einem Aenderungsantrag einholen sollten.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Ducret

überwiegende Mehrheit

Präsident: Wir werden diese Motion der Verwaltung bzw. dem Bundesrates vorlegen und anfragen, ob man nicht im Sinne des Antrages von Frau Sandoz eine Aenderung vornehmen könnte. - Wir sollten noch zwei Sprecher für die Petitionen bestimmen, die diese Aufgabe am besten gleich für ein halbes Jahr oder ein Jahr übernehmen.

M. Ducret: Dès l'instant où l'on classe un débat en catégorie 5, c'est-à-dire transmettre un rapport écrit, s'il y a des questions le président de la commission peut très bien y répondre. Cette façon d'agir devrait être systématique.

Die Kommission bestimmt den Präsidenten und Frau Sandoz als Sprecher.

Die Sprecher für Traktandum 1 werden noch nicht bestimmt.

Die Petitionen werden in die Kategorie V eingeteilt.

Das Pressecommuniqué über die heutige Sitzung soll sehr kurz gehalten werden.

4. Verschiedenes

Frau Bühlmann: Falls die Stellungnahme der Erziehungsdirektoren zum Rassismus für die Kommission von Interesse ist, könnte ich es den Mitgliedern zustellen lassen.

Frau Grendelmeier: Wäre es nicht sinnvoll, in dieser Kommission den Extremismusbericht zu besprechen und allenfalls mit einer Bitte an den Präsidenten zu gelangen, dass es zu einer Parlamentsdebatte kommt?

Präsident: wir haben dem Buro den Antrag gestellt, dass der Extremismusbericht unserer Kommission zugeteilt wird. Er wird erst in der Junisession zugewiesen. Mehr konnten wir im Moment nicht tun.

Schluss der Sitzung 12.35 Uhr

NATIONALRAT

Kommission für Rechtsfragen

91.029 Beitritt der Schweiz zum Internationalen Uebereinkommen von 1965 zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und über die entsprechende Strafrechtsrevision

Antrag Ruf
vom 6. April 1992

Bundesbeschluss betreffend das Internationale Uebereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung

nicht eintreten

CONSEIL NATIONAL

Commisson des affaires juridiques

91.029 Adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la révision y relative du droit pénal

Proposition Ruf
du 6 avril 1992

Arrêté fédéral concernant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

ne pas entrer en matière

NATIONALRAT

Kommission für Rechtsfragen

91.029 Beitritt der Schweiz zum Internationalen Uebereinkommen von 1965 zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und über die entsprechende Strafrechtsrevision

Antrag Ruf
vom 6. April 1992

Schweizerisches Strafgesetzbuch/Militärstrafgesetz

nicht eintreten

CONSEIL NATIONAL

Commisson des affaires juridiques

91.029 Adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la révision y relative du droit pénal

Proposition Ruf
du 6 avril 1992

Code pénal suisse/ Code pénal militaire

ne pas entrer en matière

NATIONALRAT

Kommission für Rechtsfragen

91.029 Beitritt der Schweiz zum Internationalen Uebereinkommen von 1965 zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und über die entsprechende Strafrechtsrevision

Antrag Scherrer Jürg
vom 6. April 1992

Bundesbeschluss betreffend das Internationale Uebereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung

Rückweisung an den Bundesrat, mit dem Antrag, den Beitritt der Schweiz zum Uebereinkommen zu sistieren, bis die Schweiz die Voraussetzungen für eine unverzügliche Ausschaffung (ohne jede Anhörung) von illegal eingereisten Asylbewerbern geschaffen hat.

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires juridiques

91.029 Adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la révision y relative du droit pénal

Proposition Scherrer Jürg
du 6 avril 1992

Arrêté fédéral concernant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Renvoi au Conseil fédéral en proposant de différer l'adhésion de la Suisse à la Convention jusqu'à ce que la Suisse ait créé les bases permettant d'expulser immédiatement (sans les entendre) les requérants d'asile entrés clandestinement en Suisse.

NATIONALRAT

Kommission für Rechtsfragen

92-1 Petition Wälchli. Modernisierung gewisser zivilrechtlicher Bestimmungen

Antrag Sandoz

vom 6. April 1992

Motion der Kommission für Rechtsfragen

Art. 185 OR

Der Bundesrat wird ersucht, diesen Artikel so zu ändern, dass Nutzen und Gefahr erst dann an den Erwerber übergehen, wenn er die Sache übernimmt.

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires juridiques

92-1 Pétition Wälchli. Modernisation de dispositions du droit civil

Proposition Sandoz

du 6 avril 1992

Motion de la commission des affaires juridiques

Art. 185 CO

Le Conseil fédéral est invité à revoir cet article dans le sens d'un transfert des risques et des profits lié au transfert de la maîtrise de la chose à l'acquéreur.